

## EXEMPLE DE LETTRE D’AFFIRMATION DES DROITS

[Monsieur ou Madame ABC],

Je vous écris parce que je pense que Rue Principale Itée a fait preuve de discrimination à mon endroit en raison de ma grossesse, ce qui est contraire au *Code des droits de la personne* de l’Ontario.

Le mois dernier, j’ai informé mon gestionnaire, M. XYZ, que je suis enceinte de trois mois et que je devrai autant que possible éviter de soulever des charges. J’ai fourni un billet de mon médecin expliquant que je ne devrais pas soulever des charges de plus de 25 lb. Étant donné que mon poste est de nature administrative et n’exige pas de soulever des charges, je n’y ai rien vu de problématique.

Le 1<sup>er</sup> février 2026, après avoir fourni un billet du médecin, on m’a informée que je devrais prendre un congé de maladie non payé jusqu’à ce que mon médecin autorise mon retour au travail. Le service des ressources humaines m’a remis un Formulaire détermination des capacités fonctionnelles énumérant une liste de mes tâches, à fournir à mon médecin.

J’ai demandé à mon médecin de le remplir, qui a autorisé mon retour au travail. J’ai remis le formulaire rempli à notre service des ressources humaines le 4 février.

Deux semaines se sont écoulées depuis que j’ai fourni le billet du médecin. Je n’ai reçu aucune communication du service des RH et je ne suis toujours pas retournée au travail. Je suis en congé non payé et je n’ai pas les moyens de rester à la maison sans travailler.

J’estime que le refus de votre entreprise de me permettre de travailler avec des mesures d’adaptation raisonnables (ne pas lever des charges de plus de 25 lb) est discriminatoire à mon égard en tant qu’employée enceinte.

Je demande que Rue Principale Itée me réintègre au travail immédiatement. Veuillez répondre à la présente d’ici cinq jours ouvrables.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur vos obligations en tant qu’employeur en vertu du *Code des droits de la personne* à l’égard des employées enceintes, veuillez consulter la [Politique sur la prévention de la discrimination fondée sur la grossesse et l’allaitement](#) de la Commission ontarienne des droits de la personne.

Je suis impatiente de régler cette question.

Cordialement,  
Jeanne Unetelle